

MASTER 1 - DROIT EUROPÉEN
DROIT DU MARCHÉ
1^{er} semestre :

Les libertés économiques de circulation : marchandises, services, capitaux

Cours de Jean-Sylvestre BERGÉ^(*)

Travaux dirigés par Mathieu COMBET^(**)

SOMMAIRE DU FASCICULE

PLAN DETAILLE DU COURS

BIBLIOGRAPHIE

SEANCES DE TRAVAUX DIRIGES ET SUPPORT DE COURS

INDICATIONS MÉTHODOLOGIQUES

SEANCE DE TD N° 1 – REVISION : LES FONDAMENTAUX DU SYSTEME JURIDIQUE DE L’UNION EUROPEENNE

SEANCE DE TD N° 2 - DOMAINE DES LIBERTES DE CIRCULATION : LES NOTIONS DE MARCHANDISES, DE SERVICES ET DE CAPITAUX

SEANCE DE TD N° 3 - DOMAINE DES LIBERTES DE CIRCULATION : L’APPLICATION DU DROIT DE L’UNION EUROPEENNE DANS L’ESPACE

SÉANCE DE TD N° 4 - L’APPRÉHENSION DES ENTRAVES A LA LIBRE CIRCULATION : LA NOTION D’ENTRAVE TARIFAIRE

SÉANCE DE TD N° 5 – L’APPRÉHENSION DES ENTRAVES A LA LIBRE CIRCULATION : LA NOTION D’ENTRAVE NON TARIFAIRE (1)

SÉANCE DE TD N° 6 – L’APPRÉHENSION DES ENTRAVES A LA LIBRE CIRCULATION : LA NOTION D’ENTRAVE NON TARIFAIRE (2)

SÉANCES DE TD N° 7 & 8 - LES JUSTIFICATIONS AUX ENTRAVES

SÉANCE DE TD N° 9 - TRANSFORMATION DES LIBERTÉS DE CIRCULATION : LE RAPPROCHEMENT DES LEGISLATIONS NATIONALES

SÉANCE DE TD N° 10 - TRANSFORMATION DES LIBERTÉS DE CIRCULATION : LES MESURES D’ACCOMPAGNEMENT DE DIMENSION PROPREMENT EUROPEENNE

^(*) Professeur à l’Université Jean Moulin – Lyon 3 (EDIEC) - <http://lewebpedagogique.com/jsberge/> - jean-sylvestre.berge@univ-lyon3.fr

^(**) Attaché temporaire d’enseignement et de recherche à l’Université Jean Moulin – Lyon 3.

PLAN DETAILLE DU COURS

Partie liminaire - Comprendre le droit européen du marché

Chapitre 1 – Le droit européen et le droit

- Section 1 – Le droit européen et les grandes classifications du droit
 - § 1 – Le droit européen et la distinction entre le droit international et le droit interne
 - L'affirmation d'un ordre juridique nouveau au niveau international
 - L'affirmation d'un ordre juridique indépendant et premier par rapport au droit interne
 - Incidence du droit européen sur la distinction entre le droit international et le droit interne
 - § 2 – Le droit européen et la distinction entre le droit du Conseil de l'Europe, le droit de l'Union européenne et le droit communautaire
 - Une distinction pertinente entre les organisations internationales : Conseil de l'Europe et Communauté européenne puis Union européenne
 - Le phénomène de convergence du droit européen
 - Le particularisme persistant du droit de l'Union européenne et la question du devenir de l'expression « droit communautaire » et ses dérivés
 - § 3 – Le droit européen et la distinction entre le droit privé et le droit public
 - Influence et indifférence de la distinction droit public/droit privé en droit européen
 - § 4 – Le droit européen et la distinction entre le droit économique et le droit non économique (renvoi)
- Section 2 – Le droit européen et les sources du droit (questions choisies)
 - § 1 – Le droit européen, la loi fondamentale et la constitution
 - De la banalisation des constitutions nationales à l'existence d'une loi fondamentale européenne
 - § 2 – Le droit européen et les traités ou accords internationaux
 - Les normes européennes et les sources internationales
 - § 3 – Le droit européen et la loi, les règlements, la coutume ou la jurisprudence
 - Le droit européen et la distinction loi/règlement
 - Le droit européen et les références à la coutume
 - Le droit européen et la jurisprudence
- Section 3 – Le droit européen et l'application du droit
 - § 1 – La connaissance du droit européen
 - La documentation officielle
 - Les traités, manuels, mémentos, encyclopédies et revues spécialisées
 - § 2 – L'interprétation du droit européen
 - Les voies de l'interprétation
 - Les méthodes d'interprétation

Chapitre 2 – Le droit matériel européen et le droit européen du marché (libertés économiques de circulation : marchandises, services et capitaux)

- Section 1 – Le droit matériel de l'Union européenne
 - § 1 – La définition du droit matériel
 - Les objectifs de la construction européenne
 - L'affirmation historique de la dimension économique du droit européen
 - La prise en compte progressive de valeurs non exclusivement économiques
 - § 2 – Les subdivisions du droit matériel
 - La structure du droit matériel énoncée dans les TUE et TFUE
 - Les grandes classifications généralement proposées par la doctrine
 - Les divisions retenues à l'Université Jean Moulin – Lyon 3
- Section 2 – Le droit européen du marché : les libertés économiques de circulation (marchandises, services et capitaux)
 - § 1 – La création d'un espace sans frontière : le « Marché intérieur »
 - Les dispositions du TUE et TFUE
 - Le caractère fondamental des libertés
 - § 2 – Les différentes libertés de circulation
 - Les quatre composantes : marchandises, services, capitaux et personnes
 - La libre circulation des marchandises
 - La libre prestation de services
 - La libre circulation des capitaux

La libre circulation des personnes (renvoi)
Annonce de plan

Partie I – Le domaine des libertés économiques de circulation

Généralités
Plan

Chapitre 1 – Le domaine ratione materiae

Plan

Section 1 – Le domaine matériel des libertés économiques de circulation : le travail de qualification juridique en droit européen

Les qualifications autonomes et les qualifications dépendantes
Les qualifications de dimension proprement européenne et les qualifications inspirées de solutions existantes
Les qualifications larges et les qualifications étroites
Les qualifications supplétives et les qualifications d'ordre public

Section 2 – Le domaine matériel des libertés économiques de circulation : les notions de marchandises, services et capitaux

§ 1 – Définition des marchandises

La définition donnée par la Cour de justice
Les principales difficultés d'application
Le cas des « biens » soumis à un autre régime juridique que la circulation des marchandises

§ 2 – Définition des services

La définition du TFUE
Le domaine d'application résiduelle de la libre prestation de services

§ 3 – Définition des capitaux

La définition donnée par la Cour de justice
Les indications apportées par le droit dérivé

Section 3 – Le domaine matériel des libertés économiques de circulation : la notion d'entraves aux échanges

§ 1 – Dans le contexte des marchandises

L'origine de l'entrave
La teneur de l'entrave : définition de base
Les lectures extensives de la notion
Les lectures restrictives de la notion

§ 2 – Dans le contexte des services

Rappel de la définition de l'entrave dans le contexte des services
Illustrations propres aux services

§ 3 – Dans le contexte des capitaux

Rappel de la définition de l'entrave dans le contexte des capitaux
Les difficultés propres à la libre circulation des capitaux
Synthèse du chapitre

Chapitre 2 – Le domaine ratione loci

Section 1 – L'applicabilité du droit européen dans l'espace : les notions essentielles

La définition du territoire de l'Union européenne
Les différents critères de rattachement au territoire de l'Union européenne
La distinction entre les situations transnationales et les situations purement internes

Section 2 – L'applicabilité du droit européen des libertés économiques de circulation dans l'espace : les différentes solutions retenues

§ 1 - Domaine spatial de la libre circulation des marchandises

Les situations rattachées à un ou plusieurs États tiers
Les situations rattachées à un seul État membre

§ 2 – Domaine spatial de la libre prestation de services

L'existence d'un rattachement avec le territoire de l'Union européenne
L'existence d'une situation transnationale

§ 3 – Domaine spatial de la libre circulation des capitaux

Application à l'ensemble des mouvements transnationaux de capitaux
Le cas des situations internes
Synthèse du chapitre

Chapitre 3 – Le domaine ratione temporis

Section 1 - Les règles propres à la libre circulation des marchandises et des services

Section 2 - Les règles propres à la libre circulation des capitaux

Partie II – L'application des libertés économiques de circulation

Chapitre 1 – L'appréhension des entraves à la libre circulation

Section 1 – L'appréhension des entraves au niveau national, international ou européen : qui décide ?

Section 2 – L'appréhension des entraves dans le contexte de la libre circulation des marchandises

§ 1 – Les entraves tarifaires

A – Les droits de douane et taxes d'effet équivalent

Présentation

Interdiction absolue

B. - Les mesures d'imposition intérieure

Présentation

Interdiction des seules mesures discriminatoires

§ 2 – Les entraves non tarifaires

Présentation

Interdiction des mesures discriminatoires et indistinctement applicables

Section 3 – L'appréhension des entraves dans le contexte de la libre circulation des services

Présentation

Interdiction des mesures discriminatoires et indistinctement applicables

Sections 4 – L'appréhension des entraves dans le contexte de la libre circulation des capitaux

Présentation

Interdiction des mesures discriminatoires et indistinctement applicables

Synthèse du chapitre

Chapitre 2 – Les justifications aux entraves à la libre circulation

Section 1 – Le cantonnement des libertés de circulation : raisons et méthodes

Les raisons du cantonnement : les justifications nationales et européennes

La méthode de cantonnement : le test de proportionnalité

Sections 2 – Le cantonnement des libertés de circulation dans le contexte de la libre circulation des marchandises

Les cas dans lesquels une discrimination est tolérée

Les différentes sources de motifs d'intérêt général

La proportionnalité érigée en principe

Les différents tests

Section 3 – Le cantonnement des libertés de circulation dans le contexte de la libre circulation des services

Les cas discutés dans lesquels une discrimination est tolérée

Les différentes sources de motif d'intérêt général et la difficulté de les distinguer

Rappel du principe de proportionnalité

Principales illustrations

Sections 4 – Le cantonnement des libertés de circulation dans le contexte de la libre circulation des capitaux

Application de solutions proches de celles retenues pour les marchandises et les services

Synthèse de chapitre

Partie III – Les transformations des libertés économiques de circulation

Première vue sur l'ampleur des transformations

Questions traitées

Chapitre 1 – Libertés économiques de circulation et politique de rapprochement des législations nationales ou adoption de mesures d'accompagnement

Liens entretenus par le droit dérivé et les libertés économiques de circulation

Section 1 - Le processus de rapprochement des législations nationales

Rappel des données institutionnelles

Domaine : matières de droit public et matières de droit privé

§ 1 – Rapprochement des législations nationales et libre circulation des marchandises

Contenu

Incidence sur la mise en œuvre du principe de libre circulation

Le jeu de clauses de sauvegarde

§ 2 – Rapprochement des législations nationales et libre circulation des services et des capitaux

Contenu

Incidence sur la mise en œuvre du principe de libre circulation

Le jeu de clauses de sauvegarde

Section 2 – L'élaboration de règles propres d'accompagnement

- § 1 – Exemple pris dans le domaine de la circulation des marchandises
 - Les règles en matière de transit européen
- § 2 – Exemple pris dans le domaine de la circulation des services
 - La directive-cadre « Services »
- § 3 – Exemples transversaux
 - L'exemple du projet d'extension du système « IMI »

Synthèse du chapitre

Chapitre 2 – Libertés économiques de circulation et politique de concurrence

Section 1 – Les liens entre la libre circulation et la libre concurrence

- La fausse opposition
- La nécessaire articulation

Section 2 – La spécificité du droit européen de la concurrence (renvoi)

Synthèse de chapitre

Chapitre 3 – Les libertés économiques de circulation et l'émergence d'un espace de liberté sécurité justice (aperçu)

- Le passeur d'un espace (marché intérieur) à l'autre (ELSJ) : la citoyenneté européenne (renvoi)
- Les défis d'une construction autonome et cohérente de l'ELSJ : état des questions

En guise de conclusion